

Retraites, emplois, salaires imposons d'autres choix !

[Appel CGT FSU SUD – Culture 27 mai 2010](#) Dans un contexte de crise économique et sociale qui perdure, le gouvernement répond par un énième plan de rigueur en même temps qu'il rend public son Document d'orientation sur la réforme des retraites.

Au prétexte de vouloir défendre notre régime de retraite, il en poursuit la destruction, s'inscrivant explicitement dans la lignée des contre-réformes antérieures de 1993, 2003 et 2007-2008, alors même que celles-ci ont entraîné en moyenne une baisse de 20 % du niveau des pensions.

Cependant le gouvernement nie le rôle de la crise dans l'aggravation des déficits actuels alors même que le Conseil d'orientation des retraites (COR) indique dans son rapport d'avril 2010 que « la dégradation très rapide des comptes en 2009-2010 s'explique principalement par la crise économique qui réduit fortement les revenus d'activité ».

Il ne voit comme solution que de s'attaquer à l'âge légal de départ à la retraite et d'augmenter encore la durée de cotisation, même si cela entraînera, comme par le passé, une nouvelle baisse du niveau des pensions.

Il refuse toute augmentation des cotisations patronales au motif que cela pèserait sur l'emploi. Le fait qu'en 2009 les entreprises du CAC 40 aient distribué 75 % de leurs profits sous forme de dividendes n'attire pas la même critique quant à leur compétitivité.

Selon le scénario du COR le plus défavorable, il faudrait, pour financer les retraites à l'horizon 2050, une augmentation de 10,4 points de cotisations qui, lissée sur 40 ans,

correspond à 0,26 point par an. Une augmentation des cotisations patronales aurait des effets neutres sur la sacro-sainte compétitivité des entreprises, et donc sur l'emploi, si elle était compensée par une baisse des dividendes versés aux actionnaires qui ont explosé ces dernières décennies.

Les ressources supplémentaires envisagées avec une contribution sur les hauts revenus et les revenus du capital seront affectées au fonds de solidarité vieillesse pour financer les mécanismes de solidarité des régimes de retraites que le gouvernement veut d'ailleurs « adapter ».

Cette contribution sera donc limitée et n'empêchera pas que le poids de l'ajustement des régimes de retraites soit supporté essentiellement par les salariés.

Le gouvernement endosse la conception patronale de la pénibilité qui reposerait sur un constat individuel a posteriori et non pas sur une définition a priori des métiers et catégories professionnelles. Le risque est grand de vider la notion même de pénibilité au travail de tout contenu.

Au nom de l'équité, les régimes du secteur public seront remis en cause, alors que, malgré des modes de calcul différents, les retraites dans le privé et le public sont, à qualification égale, équivalentes.

La question des retraites pose la question du choix de société dans laquelle nous voulons vivre.

Toutes et tous manifestons ensemble pour

dire non à ce nouveau plan de dégradation sociale .

Sinon : aujourd'hui nous allons en faire les premier les frais, demain ce seront les générations futures !

Pour nos organisations, les orientations du gouvernement sont inacceptables !

Cela justifie la mobilisation de tous les salariés public/privé, des privés d'emploi, des précaires, des jeunes, des retraités.

Il faut arrêter la spirale concernant l'allongement de la durée de cotisations, et notamment obtenir une embauche pour un départ. Tout cela nécessite un puissant rapport de force permettant de faire reculer fortement et durablement le patronat et le gouvernement.

grève et manifestations le 27 mai 2010

Rejoignez les cortèges et les manifestations partout sur le territoire

A Paris, la manifestation partira de Denfert-Rochereau) 14h

Parcours: Denfert-Rochereau – Bastille via Place d'Italie, Bd

de l'hôpital, Pont d'Austerlitz, etc.

Ordonnancement du cortège: FSU – SOLIDAIRES – UNSA – CGT –
CFDT

Paris, le 21 mai 2010

Lisez aussi le tract de l'Union Syndicale Solidaires (Fonction
Publique) consacré à « La pension des fonctionnaires »